



**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Soixante-seizième session**

Rome, 4-5 septembre 2002

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

**DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

POUR

**LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES**

MENÉES PAR DES

**CENTRES INTERNATIONAUX BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU GCRAI**





## TABLE DES MATIÈRES

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>2</b>
<b>ANNEXES:</b>	
I. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Programme de développement agricole intégré des hautes terres au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam	<b>3</b>
II. Institut international de recherche sur le bétail (ILRI): Programme de santé des petits ruminants – Amélioration des moyens de subsistance et des débouchés des agriculteurs pauvres au Proche-Orient et en Afrique du Nord	<b>9</b>





## SIGLES ET ACRONYMES

BI&D	Banque islamique de développement
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIP	Centre international de la pomme de terre
CIRA	Centre international de recherche agricole
DAT	Don d'assistance technique
DRAQP	Département de la recherche agricole et de la qualité des produits
FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les zones arides
ILRI	Institut international de recherche sur le bétail
INRAF	Institut national de recherche en agroforesterie
M&M	Mashreq et Maghreb
NARS	Systèmes nationaux de recherche agricole
NENA	Proche-Orient et Afrique du Nord
RADISCON	Réseau régional de surveillance et de réduction de la morbidité animale
SIG	Système d'information géographique





**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE  
DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA RECHERCHE ET LA  
FORMATION AGRICOLES PAR DES CENTRES INTERNATIONAUX  
BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et recommandation ci-après concernant deux propositions de dons d'assistance technique (DAT) en faveur de la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, d'un montant de 2 550 000 USD.

**PREMIÈRE PARTIE - INTRODUCTION**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui aux programmes de recherche et de formation agricoles de deux centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI: le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI).
2. Les documents relatifs aux dons d'assistance technique soumis au Conseil d'administration pour approbation sont annexés au présent rapport:
  - I. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Programme de développement agricole intégré des hautes terres au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam
  - II. Institut international de recherche sur le bétail (ILRI): Programme de santé des petits ruminants – Amélioration des moyens de subsistance et des débouchés des agriculteurs pauvres au Proche-Orient et en Afrique du Nord
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles.
4. Les objectifs stratégiques de l'appui du FIDA au développement technologique concernent:
  - i) les stratégies adoptées par les ménages des groupes cibles du FIDA pour assurer leur sécurité alimentaire dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; ii) les technologies qui reposent sur les savoirs traditionnels, prennent en compte la problématique hommes-femmes et visent à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité et en s'attaquant aux entraves à la production; iii) l'accès aux ressources productives (terre et eau, services financiers, main-d'œuvre et technologie, y compris les techniques autochtones) et la gestion productive et durable de ces ressources; iv) des politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire leur dépendance à l'égard des transferts; et v) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales, dispensent des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leurs atouts. Dans ce cadre, le FIDA a l'intention d'élaborer des approches de la réduction de la pauvreté rurale fondées sur la production, en particulier de produits qui sont cultivés et consommés par les ruraux pauvres. Enfin, l'établissement d'un réseau consolidé destiné à recueillir et diffuser les savoirs aidera le Fonds à établir des liens durables avec ses partenaires de développement et à multiplier les effets de son programme de recherche et de formation agricoles.



5. Les dons d'assistance technique proposés dans le présent document répondent aux objectifs stratégiques ci-dessus. Le programme de développement agricole intégré des hautes terres au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam répond aux objectifs i), ii), iii) et v). Il visera à introduire des innovations techniques et institutionnelles dans les communautés autochtones et marginalisées qui résident sur les hautes terres de l'Asie de l'Est. Il se rattachera directement aux projets de prêt nouveaux ou en cours du FIDA qui permettront d'associer les groupes cibles du FIDA à l'adaptation et la validation des techniques susceptibles de remplacer la culture itinérante là où elle n'est plus possible. Il mettra en place les moyens institutionnels voulus pour appuyer l'élaboration et la diffusion de techniques qui reposent sur les savoirs et usages autochtones en matière de gestion améliorée des terres. Le programme de santé des petits ruminants – amélioration des moyens de subsistance et des débouchés des agriculteurs pauvres au Proche-Orient et en Afrique du Nord répond aux objectifs iii), iv) et v). Il visera à donner aux paysans pauvres qui élèvent de petits ruminants accès à des informations sur les marchés, à promouvoir des actions qui incitent les ruraux pauvres à améliorer leur productivité de manière à réduire leur dépendance à l'égard des subventions et, afin d'exercer un impact direct sur les petits producteurs à faible revenu, à mettre en place un cadre institutionnel approprié pour fournir des services aux populations économiquement vulnérables. Pour cela, on appuiera les capacités zoosanitaires régionales, nationales, et locales (diagnostic, traitement et prévention), on formera des agents au diagnostic des maladies des petits ruminants, on fournira des équipements et des réactifs pour les maladies prioritaires des petits ruminants dans la région (tant pour les unités centrales que pour les unités mobiles). Enfin, cette proposition va dans le sens de l'objectif consistant à établir des réseaux consolidés de collecte et de diffusion des connaissances liant les laboratoires de diagnostic de la sous-région afin d'assurer la qualité des tests et de les normaliser.

## DEUXIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons d'assistance technique proposés en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de développement agricole intégré des hautes terres au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 450 000 USD) au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de santé des petits ruminants – amélioration des moyens de subsistance et des débouchés des agriculteurs pauvres au Proche-Orient et en Afrique du Nord, accordera un don ne dépassant pas un million cent mille dollars des États-Unis (1 100 000 USD) à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



**CENTRE INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE (CIAT):  
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE INTÉGRÉ DES HAUTES  
TERRES AU MOYEN D'APPROCHES PARTICIPATIVES EN CHINE, AU LAOS  
ET AU VIET NAM**

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. En Asie, c'est dans les hautes terres aux versants escarpés que la pauvreté reste la plus forte, comme c'est le cas dans les régions montagneuses de la Chine méridionale, du nord et du nord-est du Laos et du Viet Nam. Dans ces régions, les agriculteurs pratiquent encore la culture itinérante qui peut entraîner la dégradation des sols, des ressources en eau et des forêts. Les tentatives du gouvernement pour décourager cette pratique ont déjà bouleversé les systèmes traditionnels de subsistance, causant insécurité alimentaire et perturbations socioculturelles. Avant de vouloir influencer sur les stratégies traditionnelles de subsistance, les gouvernements doivent faire en sorte que des solutions de rechange viables et durables soient disponibles, spécialement des stratégies qui accroissent la productivité du travail pour les cultures de subsistance comme pour les activités rémunératrices.

2. Par son programme d'investissement, le FIDA continue de lutter contre la pauvreté rurale en recourant à une démarche multisectorielle: améliorer à la fois les infrastructures et services sociaux locaux et la production agricole. Le programme d'assistance technique proposé consolidera les arrangements institutionnels pour instaurer une démarche animée par la demande en vue d'améliorer la production agricole, en s'appuyant sur les pratiques autochtones et en apportant des innovations. Les nouvelles technologies seront évaluées par le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), le Centre international de la pomme de terre (CIP) et d'autres centres internationaux de recherche agricole (les CIRA). Il veillera à la diffusion rapide des techniques les plus prometteuses aux projets connexes du FIDA dans les régions montagneuses des pays participants et de leurs voisins.

**II. JUSTIFICATION/PERTINENCE POUR LE FIDA**

3. Le relief et les dangers naturels que présentent les hautes terres escarpées les rendent inaccessibles et les privent d'infrastructures et de services de santé et d'éducation. Souvent, les habitants connaissent mal les débouchés extérieurs et y ont difficilement accès, ce qui rend les termes de l'échange défavorables. Les communautés multiethniques qui y résident et qui comprennent fréquemment des groupes autochtones sont marginalisées sur les plans politique et économique par rapport aux populations qui vivent dans les plaines avoisinantes et les centres régionaux de pouvoir.

4. De par leur isolement, ces communautés rurales ont largement recours à des systèmes de subsistance fondés sur l'agriculture itinérante et l'emploi de produits forestiers non ligneux. Ces systèmes exploitent la diversité naturelle de la région et sont viables tant que la densité de la population est faible. Toutefois, avec l'augmentation de la population allant de pair avec les programmes d'allocation de terres d'un accès difficile, ces systèmes fragiles sont mis à mal, entraînant le déclin de la fertilité des sols et donc la diminution des rendements des cultures. De solides arguments plaident en faveur d'un abandon de la culture itinérante au profit de formes plus sédentaires d'utilisation de la terre axées davantage sur la diversification des cultures et l'économie de marché. Par une augmentation des revenus, on ouvrirait l'accès aux services de santé et d'éducation mis en place à l'heure actuelle. Il faut donc centrer l'assistance sur la création de nouveaux atouts comme l'enrichissement des connaissances, le renforcement des autorités locales et un accès équitable au crédit, à la terre et aux marchés ainsi qu'une augmentation de la production et des revenus grâce aux techniques nouvelles ou à l'amélioration des techniques locales.

ANNEXE I

5. Comme il faut tenir compte des différences sociales, culturelles et économiques, qui varient au sein d'un même groupe ethnique et entre ces groupes, on adoptera une démarche participative et on fera preuve de souplesse dans le choix des objectifs et priorités du programme. On consultera aussi les pauvres sur leur perception des causes de leur pauvreté et des solutions possibles. Les communautés pauvres des hautes terres du Laos ont déjà cerné un grand nombre de causes primaires de leur pauvreté, notamment la jachère plus courte, le déclin de la fertilité des sols, les maladies du bétail, le manque de cultures de rapport et d'information sur les débouchés, le manque de connaissances et compétences techniques, l'absence d'une épargne susceptible d'être investie et la faiblesse de l'encadrement local. Les solutions suggérées sont, entre autres, de meilleurs services de vulgarisation pour le bétail, les cultures de rapport, la pêche, la commercialisation et les produits forestiers non ligneux, une allocation plus réaliste de la terre, les services vétérinaires, le développement d'un petit élevage, le crédit, l'amélioration des routes et une meilleure distribution de l'eau.

6. Il est évident que seule une démarche multisectorielle permettra de répondre à ces besoins variés des pauvres. Les récentes missions de formulation et d'évaluation prospective ont suggéré des **possibilités et des domaines d'intervention** dans le secteur agricole, en posant comme condition que les activités soutenues par le programme répondent aux demandes exprimées par les agriculteurs lors du processus de planification participative. Voici les activités prévues:

**Chine: Projet de lutte contre la pauvreté dans le Guangxi occidental**

- introduction de variétés améliorées de maïs;
- adoption de nouvelles cultures de rapport comme le manioc, le sorgho, les haricots et la pomme de terre;
- augmentation des revenus tirés de l'élevage;
- meilleure gestion du fumier organique et emploi plus efficace des engrais;
- aménagement de barrières contre l'érosion pour lutter contre celle-ci;
- extension des essais et démonstrations dans l'exploitation;
- formation des exploitants à de meilleures méthodes d'élevage et de culture;
- meilleure utilisation du fourrage naturel et introduction de fourrages améliorés.

**Laos: Projet d'appui aux initiatives communautaires d'Oudomxai (Bokéo et Oudomxai)**

- essais dans l'exploitation de systèmes agricoles plus permanents;
- essais participatifs de méthodes de culture améliorées;
- fourniture de semences et de plants de variétés améliorées pour les cultures autres que le riz;
- vaccination du bétail et meilleures méthodes d'élevage;
- création de mares de pisciculture;
- culture de produits forestiers non ligneux et d'arbres pour le bois de feu;
- sensibilisation aux débouchés existants et établissement de liens avec le secteur privé.

**Viet Nam: Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang**

- évaluation des variétés autochtones et nouvelles de cultures pour les hautes terres;
- démonstration de nouvelles méthodes de culture et de techniques utilisant peu d'intrants;
- réduction des pertes après récolte pour le riz, le maïs, le manioc et d'autres cultures;
- évaluation des techniques économisant la main-d'œuvre, spécialement pour les travaux réalisés par les femmes;
- systèmes intégrés d'élevage et de culture;



## ANNEXE I

- développement des systèmes fourragers sur les terres mises à la disposition des communautés;
- renforcement des communautés villageoises pour qu'elles puissent se charger elles-mêmes de leur développement;
- promotion de la microentreprise.

7. Le CIAT et le CIP disposent de variétés améliorées et de meilleurs systèmes de production pour les haricots, le manioc, la pomme de terre, la patate douce et le fourrage qui pourraient être évalués dès maintenant. L'adoption de ces techniques possibles, élaborées en collaboration avec les partenaires nationaux de la région, conduira à une augmentation rapide de la production et des revenus monétaires. Les systèmes améliorés de fourrage ont été mis au point pour des sols, des climats et des systèmes d'exploitation différents. Bon nombre des graminées et légumineuses adaptées ont de multiples usages et peuvent servir à amender les sols, arrêter l'érosion et fournir du bois de feu aussi bien que des aliments pour le bétail. Pour les systèmes fondés sur le manioc, on a mis au point des modes de culture plus productifs et viables reposant sur des variétés améliorées, des engrais efficaces, la culture intercalaire et des barrières contre l'érosion. Les méthodes bon marché pour la multiplication de semences libres de maladies et de matériel de plantation ont amélioré les rendements de 20% à 30%. Les méthodes de fermentation à bon marché ont fait l'objet de démonstrations pour améliorer le taux de conversion en viande des produits d'affouragement (patate douce, racines de la pomme de terre et feuillage). Les revenus monétaires des exploitants ont été relevés grâce à de petites machines pour fabriquer des nouilles avec des patates douces. Au Viet Nam du nord, les ménages de petits agriculteurs ont doublé leurs revenus en fabriquant de l'amidon avec le manioc.

8. Le programme recherchera, testera et introduira les techniques mises au point par d'autres centres GCRAI et par les GCRAI en liaison avec d'autres systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) dans chacun des pays participants. On visera en priorité à satisfaire les besoins spécifiques exprimés par les communautés rurales et à évaluer les interventions qui éliminent les entraves dans le système d'exploitation et donnent rapidement des résultats. Le CIAT comme le CIP ont l'expérience du travail en Asie: le CIAT par les projets de développement agricole intégré au Laos et au Viet Nam et le CIP par le Réseau de perspectives des usagers dans la recherche-développement intégrée (UPWARD), qui adopte les démarches participatives pour la gestion intégrée des cultures. Dans les communautés de montagne du Viet Nam du centre, grâce à un projet conjoint CIAT-Université de Hué, on a obtenu en trois ans un impact en augmentant les rendements du riz et les revenus par de meilleurs systèmes d'élevage des porcs et de pisciculture. Grâce à l'augmentation de la production de manioc et de légumineuses, on a pu améliorer l'alimentation des porcs et des poissons. Au Laos, un projet portant sur l'élevage et le fourrage permet, par un effort supplémentaire pour améliorer la santé des animaux, de chercher aussi à améliorer les systèmes d'affouragement et les méthodes de gestion.

9. Outre l'apport de techniques nouvelles, le programme tiendra compte des stratégies d'adaptation déjà imaginées par différents groupes culturels. Les savoirs acquis au fil des générations peuvent être une contribution précieuse à l'amélioration durable de la production. La biodiversité naturelle des plantes sauvages et domestiques et des produits de la forêt peut être exploitée et incorporée aux connaissances scientifiques pour mettre en place des systèmes intégrés de production et de gestion des ressources. On a pu démontrer au Laos qu'il était possible de mieux commercialiser les produits forestiers non ligneux, et ce grâce à un projet de l'Union mondiale pour la nature (UICN) réalisé de concert avec l'Institut national de recherche en agroforesterie (INRAF), un partenaire lao du FIDA.

10. Il convient de recenser les débouchés et de faire connaître les possibilités qu'ils offrent pour les techniques autochtones tout comme pour les techniques nouvelles. On se fondera sur les tendances à long terme plutôt que sur les modes éphémères pour évaluer les options possibles. Il est très risqué d'abandonner la culture itinérante au profit d'une agriculture sédentaire. Il est donc indispensable de faire concorder l'évolution avec l'aptitude des agriculteurs à faire face aux risques. Le programme



visera à établir des entreprises qui créent de la valeur ajoutée par la transformation des produits après la récolte et leur commercialisation, ce qui fournira les capitaux nécessaires pour passer de la culture itinérante à l'exploitation sédentaire.

11. En recourant davantage aux démarches participatives, qui ciblent les besoins des groupes marginalisés et des femmes rurales, le programme pourra saisir les savoirs autochtones tout en apportant des informations, notions et technologies nouvelles. C'est pourquoi il faudra s'employer à: i) renforcer les capacités d'organisation des communautés rurales marginales pour qu'elles puissent façonner leur propre développement; ii) élargir les occasions pour les femmes de prendre part au processus de développement, et iii) institutionnaliser une approche orientée vers les processus au sein des organisations nationales. Le succès du développement participatif dépend de l'adoption d'une "culture d'apprentissage" tant dans les communautés rurales que dans les organisations de développement qui travaillent avec elles.

12. Les liens étroits avec les projets du FIDA faciliteront la diffusion des variétés améliorées et d'entreprises plus productives. Les sites du programme seront choisis dans les zones où existent des projets du FIDA, de sorte qu'il sera relativement aisé de diriger vers eux l'assistance technique et la formation.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

13. Le **but** stratégique est d'améliorer les systèmes de subsistance des agriculteurs pauvres en ressources sur les hautes terres escarpées de Chine, du Laos et du Viet Nam grâce à des innovations techniques et institutionnelles qui contribueront à faire reculer la pauvreté dans les communautés rurales autochtones et marginalisées.

14. Les **objectifs** immédiats sont: i) introduire les techniques nouvelles qui augmentent les disponibilités en vivres et les revenus et offrir des solutions de rechange à la culture itinérante; ii) accroître la capacité des ruraux pauvres à gérer eux-mêmes leur développement; iii) donner aux services de l'administration de meilleurs moyens pour soutenir durablement le développement de l'agriculture; iv) mettre au point des solutions pour allier aux savoirs et pratiques autochtones les connaissances et idées nouvelles en vue de relever la productivité et d'améliorer la gestion des terres; et v) soutenir le personnel de l'administration qui collabore aux projets de prêt du FIDA.

15. Les principales activités du programme engloberont un ensemble commun d'activités à mener sur tous les sites et des activités spécifiques à réaliser sur chaque site en particulier. Les techniques appropriées à mettre en œuvre dans chacun des projets sont les suivantes:

#### Chine

- implantation de nouvelles cultures de rapport telles que manioc, sorgho, haricots et pomme de terre;
- augmentation des revenus monétaires tirés du bétail;
- meilleure gestion du fumier organique et des engrais;
- adoption de barrières contre l'érosion pour réduire la perte des sols;
- généralisation des essais et démonstrations dans l'exploitation;
- recours accru au fourrage naturel et amélioré;
- formation des administrateurs de district sur tous les sites.

#### Laos

- développement des cultures permettant de nourrir le petit bétail (manioc, patate douce et légumineuses, par exemple);



ANNEXE I

- gestion intégrée des cultures pour la riziculture en plaine;
- introduction des fruits et légumes pour la consommation et la vente;
- amélioration des méthodes d'élevage des porcs et de la pisciculture;
- extension du mûrier à papier comme culture de jachère et de rapport pour ses fibres;
- introduction des légumineuses dans la jachère;
- développement des entreprises de produits forestiers non ligneux (avec l'INRAF).

**Viet Nam**

- évaluation de nouvelles variétés (haricots, manioc, pomme de terre, maïs et arachides, par exemple);
- systèmes fourragers pour les terres nouvelles allouées à la communauté;
- évaluation des économies de main-d'œuvre possibles pour les travaux des femmes;
- intégration des systèmes de production agricole et pastorale;
- évaluation des arbres fourragers, graminées, légumineuses et tubercules pour l'alimentation des porcs et du bétail;
- traitement après-récolte des produits destinés au marché;
- développement de la microentreprise.

#### IV. PRODUITS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

16. Les **produits** escomptés sont:

- l'apport de technologies appropriées qui améliorent les moyens de subsistance des ruraux pauvres;
- un encadrement et une organisation renforcés au sein de la communauté;
- une meilleure capacité des différents échelons de l'administration à améliorer la technologie selon une démarche participative;
- des formules plus efficaces pour évaluer, améliorer et diffuser les techniques appropriées qui intègrent les savoirs locaux aux connaissances nouvelles;
- de meilleures liaisons entre les organisations qui s'occupent du développement intégré de l'agriculture.

#### V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION

17. Le CIAT sera l'agent d'exécution et sera chargé de rendre compte de la progression des travaux au donateur. Le programme sera géré par son bureau régional de Vientiane (Laos). Le partenariat CIAT-CIP agira en liaison étroite avec les organisations nationales participantes sur le site de chacun des projets financés par le FIDA. Un comité directeur comptant des représentants du FIDA se réunira chaque année pour orienter l'exécution du programme et veiller à ce que ses besoins soient inscrits dans les plans de travail annuels.

18. **Sites.** Les sites des essais en exploitation seront choisis dans les zones de projets du FIDA en consultation avec l'unité de gestion du programme et les agriculteurs participants, par exemple Guangxi en Chine, Oudomxai et Xieng Khouang au Laos, et Ha Giang/Quang Binh et Tuyen Quang au Viet Nam. Les sites ((commune, groupe de villages, microbassin hydrographique) seront choisis en fonction de leur facilité d'accès et de leur aptitude à servir de site central pour la formation et la diffusion. La décision finale concernant les sites sera prise lors d'un atelier de démarrage des parties prenantes et après la visite des sites des projets du FIDA.

**ANNEXE I**

19. Les organismes de contrepartie seront:

- **Chine:** Institut des cultures subtropicales, Nanning, Province de Guangxi; et fonctionnaires des comtés et cantons sur les sites des projets.
- **Laos:** bureaux provinciaux et de district chargés de l'agriculture à Oudomxai et Xieng Khouang; et l'INRAF.
- **Viet Nam:** Département de la recherche agricole et de la qualité des produits (DRAQP), Ministère de l'agriculture et du développement rural, bureaux provinciaux de l'agriculture et du développement rural à Ha Giang/Quang Binh, Tuyen Quang et à Hanoi.

20. Les organisations coopérantes seront invitées à désigner un responsable pour chaque site. En s'assurant la participation des organismes nationaux au Laos et au Viet Nam, on accédera plus facilement aux technologies d'intérêt potentiel mises au point par les organisations nationales et autres et on en garantira la durabilité. L'INRAF coordonne huit instituts de recherche en agriculture, élevage et sylviculture. Le DRAQP coordonne 34 instituts d'agriculture. La conception du programme a été examinée avec le directeur général de l'INRAF et avec le directeur du DRAQP, qui ont assuré qu'ils soutiendraient le programme. De même, l'Institut des cultures subtropicales a promis sa collaboration. Le CIAT a déjà conclu des arrangements de collaboration au niveau national au Laos et au Viet Nam et au niveau provincial à Guangxi (Chine), Xieng Khouang (Laos) et Tuyen Quang (Viet Nam).

21. Le suivi et l'évaluation ont été intégrés au programme lors de sa conception. Le FIDA recevra des rapports semestriels, des états financiers annuels et un rapport d'audit.

## VI. COÛTS INDICATIFS DU PROGRAMME ET FINANCEMENT

22. On trouvera au tableau ci-après un plan de financement pour le programme quadriennal proposé. Le don proposé du FIDA s'élève à 1,45 million de USD.

### COÛTS ET FINANCEMENT (milliers de USD)

Catégorie de coûts	FIDA	CIAT, CIP Ressources de contrepartie en nature*	Total
Dépenses de personnel	440	375	815
Assistance technique de soutien	150	70	220
Recherche-action par le NARS coopérant	420	150	570
Formation et ateliers NARS	220	80	300
Frais généraux (18%)	220	-	220
<b>Total</b>	<b>1450</b>	<b>675</b>	<b>2125</b>

\* Des ressources additionnelles en nature devraient être fournies par les projets du FIDA: personnel, formateurs, installations et transports, par exemple.

**INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BÉTAIL (ILRI)  
PROGRAMME DE SANTÉ DES PETITS RUMINANTS – AMÉLIORATION DES  
MOYENS DE SUBSISTANCE ET DES DÉBOUCHÉS DES AGRICULTEURS  
PAUVRES AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD**

**I. GÉNÉRALITÉS**

**Définition des problèmes et élaboration du programme**

1. L'urbanisation et la modification des habitudes alimentaires et des modes de vie au Proche-Orient et en Afrique du Nord (région POAN) ont fortement augmenté la demande de lait et de viande et entraîné l'abandon inquiétant des systèmes extensifs traditionnels au profit de systèmes mixtes plus intensifs alliant culture et petits ruminants ou engraissement des petits ruminants. Ces changements dans la production se sont traduits par une pression accrue sur les bases de ressources des agriculteurs pauvres et un recours plus fréquent aux services vétérinaires, de commercialisation et autres en compétition avec les éleveurs de taille moyenne ou importante dont les activités sont orientées davantage vers le marché. En outre, les coûts élevés et la méconnaissance des débouchés limitent l'aptitude des exploitants pauvres à obtenir un prix raisonnable par rapport aux prix pratiqués sur le marché central ou sur les marchés d'exportation. En dépit de ces contraintes, il existe de nombreuses possibilités de faire participer les éleveurs de petits ruminants pauvres aux marchés de bétail locaux, nationaux et régionaux. À l'heure actuelle, les moutons l'emportent dans tous les pays de la région (256,7 millions de moutons contre 144,5 millions de chèvres et 80,7 millions de bovins). La production des moutons et des chèvres est considérée comme une priorité pour le développement de l'agriculture dans la région du fait que la plupart des producteurs (y compris les femmes) des pays POAN appartiennent aux couches les plus pauvres de la population et que la faible productivité limite la sécurité alimentaire des ménages urbains à faible revenu. Les maladies entravent fortement la productivité et les échanges, avec une incidence fâcheuse sur les moyens d'existence et les perspectives de développement des petits exploitants et des éleveurs itinérants.

2. La présente proposition est le fruit de recommandations essentielles formulées i) à la réunion consacrée au projet Mashreq et Mahgreb (M&M) financé par le FIDA, à laquelle participaient les représentants de 17 NARS de la région, pour définir les priorités du secteur de l'élevage dans la région NENA, et ii) lors de la consultation d'experts du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

3. Sous l'angle de la politique générale, le programme tient compte des changements rapides qui interviennent dans l'environnement agroécologique, sociopolitique et socioéconomique de la région POAN. Certains de ces changements ont un impact direct sur la stratégie de soutien à l'agriculture et au développement rural, particulièrement pour les petits producteurs à faible revenu.

**II. JUSTIFICATION/PERTINENCE POUR LE FIDA**

4. Le programme vise à améliorer les moyens d'existence des agriculteurs pauvres par une meilleure santé des petits ruminants et une production accrue. Il existe dans la région POAN plusieurs tendances qui motivent ce programme. Malgré l'expansion économique de la région et les perspectives nouvelles qui s'offrent au commerce du bétail, les agriculteurs pauvres ne sont pas en mesure d'en profiter. Les sécheresses, le rétrécissement des pâturages, la détérioration de la santé des animaux et des services de production et les coûts élevés de transaction et d'autres obstacles à l'accès aux marchés et à leur efficacité les empêchent d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'augmenter leurs revenus.

ANNEXE II

5. Un certain nombre d'initiatives prometteuses offrent les occasions et les mécanismes nécessaires pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres par la santé des petits ruminants. L'une d'elles est le projet M&M financé par le FIDA, qui fait appel aux méthodes de développement communautaire. Il manque cependant à ce projet une composante santé des petits ruminants, ce qui justifie les activités proposées ici qui en augmenteront la valeur et peuvent être intégrées aux sites existants de ce projet. Une deuxième initiative sur laquelle on peut s'appuyer est le projet de Réseau régional de surveillance et de réduction de la morbidité animale (RADISCON), financé par le FIDA, qui offre des méthodes et normes communes d'information sur les maladies dans la région. Il est indispensable de connaître l'épidémiologie des maladies dans différents systèmes de production et dans des conditions différentes si l'on veut pouvoir recommander des stratégies de réduction de la morbidité et évaluer les risques. Il faut ensuite analyser les mérites relatifs des différentes formules de réduction sous l'angle de leur efficacité optimale et de leur impact. Ces informations peuvent aider à cibler et perfectionner les interventions de réduction de la morbidité. Pour obtenir que les stratégies de réduction soient intégralement adoptées, il faut procéder à des recherches pour connaître les nouvelles voies de transfert (combinaison des secteurs publics-privés et des groupes communautaires, par exemple) les plus appropriées pour faire parvenir le programme de réduction de la morbidité et les techniques spécifiques à chaque système de production.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

6. Il est envisagé de recourir à trois voies de recherche complémentaires et interdépendantes pour obtenir des résultats qui amélioreront les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres, à savoir: i) mieux comprendre les obstacles à l'amélioration de la fourniture et de l'adoption des services de santé des animaux à l'échelon local afin de réduire la mortalité des petits ruminants; ii) étudier les meilleures formules en matière de santé animale et de production et les moyens de les populariser et de les faire adopter afin de soutenir les efforts de développement visant à améliorer la productivité des petits ruminants, et iii) rechercher le moyen d'améliorer les décisions en matière de lutte contre les maladies et de renforcer l'efficacité des marchés aux niveaux sous-national, national et régional afin d'offrir de meilleurs débouchés aux exploitants pauvres. Pour atteindre ces objectifs de recherche interdépendants, on organisera la recherche à de multiples niveaux.

7. Au niveau local, le programme donnera la préférence aux études menées aux niveaux de l'exploitation et de la communauté sur les systèmes de production dans lesquels les petits ruminants jouent un rôle essentiel dans les moyens de subsistance des pauvres. Par des études biophysiques et socioéconomiques, on recherchera les entraves majeures à la productivité des petits ruminants au niveau du ménage afin de déterminer les services qui sont indispensables pour éliminer ces entraves et la façon de les fournir.

### IV. PRODUITS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

8. Les activités de recherche proposées et fondées sur la présente stratégie sont organisées de manière à répondre aux quatre objectifs assignés aux recherches.

- i) **Analyse des principales causes de morbidité des petits ruminants et de la fourniture des services vétérinaires et autres services essentiels aux communautés dans le cadre des systèmes d'élevage des petits ruminants pris comme cibles afin de définir les meilleures stratégies possibles.**

**Les activités de recherche** comprendront:

- des études rapides dans les ménages et la communauté selon des méthodes participatives, y compris l'établissement d'une carte sociale;



ANNEXE II

- l'élaboration de plans d'action communautaires pour les obstacles prioritaires et les options possibles;
- l'étude des caractéristiques et l'analyse des systèmes de fourniture des services et de l'accès aux marchés;
- la définition et l'expérimentation de stratégies (santé animale, affouragement, zootechnie, financement et crédit, redevances et services sur les marchés) afin d'améliorer la fourniture des services et l'accès aux marchés des agriculteurs pauvres.

**Produits et points de repère:**

- des plans d'action participatifs élaborés (deuxième année du programme) et réalisés (quatrième et cinquième année);
- des rapports sur les caractéristiques (deuxième année) et l'analyse des systèmes de fourniture des services et de l'accès aux marchés (troisième année);
- des stratégies pilotes élaborées (troisième année) et les premières expériences évaluées et décrites (fin de la cinquième année).

- ii) **Évaluation des risques et élaboration de stratégies de réduction de la morbidité aux niveaux sous-national, national et régional.** Ce sera fait au moyen d'analyses épidémiologiques et socioéconomiques en vue d'assurer et d'améliorer l'accès aux marchés pour les éleveurs de petits ruminants pauvres.

**Les travaux de recherche** consisteront à:

- recueillir des données RADISCON à l'aide de systèmes d'information géographique (SIG) pour les analyses descriptives des risques de maladie dans différents systèmes écologiques et de production;
- évaluer les informations disponibles sur les maladies et concevoir des études sur le terrain pour combler les lacunes importantes dans l'information;
- établir des modèles mathématiques pour la transmission des maladies prioritaires des petits ruminants et évaluer l'impact des programmes de lutte existants à l'aide de paramètres adaptés aux systèmes de production;
- modifier le cas échéant les modèles initiaux de morbidité et prévoir les stratégies de réduction possibles;
- incorporer les données fournies par les modèles de morbidité aux modèles économiques pour évaluer les avantages possibles des différentes stratégies de réduction en fonction de leurs coûts;
- intégrer les modèles épidémiologiques et économiques aux services de conseil à l'intention des décideurs des départements vétérinaires nationaux et régionaux.

**Produits et points de repère:**

- des cartes initiales des maladies établies à l'aide des données disponibles et les lacunes dans l'information repérées (deuxième année du programme);
- des modèles mathématiques pour trois ou quatre des maladies hautement prioritaires établis (deuxième année) et utilisés pour évaluer les programmes de réduction existants de la morbidité (troisième année);
- des enquêtes supplémentaires sur les maladies conçues et intégrées aux cartes et bases de données sur les risques de maladie (troisième et quatrième année);
- un premier rapport sur l'impact épidémiologique et économique des maladies prioritaires des petits ruminants réalisé (troisième et quatrième année), affiné et actualisé à l'aide d'informations supplémentaires (cinquième année);

ANNEXE II

- les premiers instruments de décision (évaluation des risques, systèmes d’alerte rapide, ordre de priorité des maladies) établis à l’intention des techniciens et décideurs nationaux et régionaux (cinquième année).

iii) **Soutien des moyens régionaux, nationaux et locaux en matière de diagnostic et de réduction de la morbidité.**

**Les activités de recherche** consisteront à:

- évaluer les moyens de diagnostic et les besoins – partenaires nationaux, FAO (en liaison avec le projet RADISCON) et ILRI dans chacune des sous-régions;
- dispenser une formation pour disposer de personnes capables de diagnostiquer les maladies des petits ruminants;
- fournir le matériel/les réactifs nécessaires aux maladies prioritaires des petits ruminants dans la région (pour les équipes centrales et pour les équipes mobiles);
- créer des réseaux reliant les laboratoires nationaux de diagnostic dans la sous-région afin d’assurer la qualité et la normalisation des tests de diagnostic.

**Produits et points de repère:**

- des ateliers et des évaluations des moyens de diagnostic et des besoins (première et deuxième année);
- des stages de formation (troisième, quatrième et cinquième année);
- du matériel et des réactifs disponibles et utilisés pour le diagnostic des maladies prioritaires (troisième, quatrième et cinquième année);
- l’établissement de réseaux sous-régionaux de diagnostic (troisième année au Proche-Orient et entre le Soudan et la Somalie et les pays importateurs, et quatrième et cinquième année au Maghreb) et l’établissement d’un réseau possible dans la Corne de l’Afrique en collaboration avec l’Organisation de l’unité africaine/le Bureau interafricain pour les ressources animales.

iv) **Évaluation des débouchés pour améliorer l’information, l’efficacité et l’accès en faveur des agriculteurs pauvres.**

Le commerce de bétail et les débouchés sont importants et évoluent rapidement dans la région. La plupart des pays sont des importateurs nets de petits ruminants, de viande ou de foin. Le Soudan et d’autres pays de la Corne de l’Afrique sont des exportateurs nets et pourraient fortement grossir leurs exportations.

**Les activités de recherche** consisteront à:

- élaborer un cadre et des critères pour évaluer les débouchés locaux, nationaux et régionaux (accès à différentes catégories de marchés, prix relatifs sur le plan local et à l’exportation, coûts de transaction, etc.);
- renforcer les capacités et dispenser une formation pour l’évaluation des débouchés dans la zone de commercialisation (Département de la planification et de l’économie du Ministère des ressources animales, Soudan);
- étudier l’efficacité des marchés du bétail en comparant les bénéfices de la vente locale au Soudan et en Somalie à ceux de l’exportation (Arabie saoudite, Égypte, Jamahiriya arabe libyenne);
- étudier les échanges transfrontaliers dans la sous-région du Proche-Orient (Arabie saoudite, Iraq, Jordanie, Liban, Syrie et Turquie);
- évaluer les avantages possibles, pour les pauvres et les femmes, de stratégies d’amélioration de la santé des animaux et d’autres stratégies de commercialisation.

ANNEXE II

**Produits et points de repère:**

- un cadre et des critères pour les études de marché (première et deuxième année);
- la formation du personnel dans la zone de commercialisation (première et deuxième année);
- une étude de doctorat sur l'efficacité du commerce du bétail au Soudan et les facteurs qui l'entravent (troisième et quatrième année);
- une étude régionale des débouchés au Proche-Orient (deuxième et troisième année);
- un rapport d'évaluation des avantages pour les pauvres des différentes stratégies commerciales (cinquième année).

**V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION**

9. L'ILRI assurera l'exécution du programme. Il sera chargé globalement de faciliter la participation de tous les partenaires et de veiller à l'achèvement de toutes les activités et de tous les produits. Un enquêteur principal, basé au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), assurera la coordination des recherches avec les autres enquêteurs basés à l'ILRI à Nairobi (Kenya).

10. Trois noyaux ont été retenus pour le programme: Moyen-Orient (Mashreq), Afrique du Nord (Maghreb) et Corne de l'Afrique. Dans le noyau du Mashreq, on mettra l'accent sur les études des ménages/communautés de la région de Badia en Jordanie et en Syrie, la recherche sur le diagnostic des maladies des petits ruminants et l'élaboration de stratégies de réduction de la morbidité en Jordanie et en Syrie, ainsi que sur les études de commercialisation du bétail au niveau national/régional dans la région (Iraq, Jordanie, Liban, Syrie et Turquie) en liaison avec les pays importateurs (Arabie saoudite, États du Golfe).

11. Un deuxième noyau du programme se situera au Soudan, qui sera en fait le centre des activités de recherche dans la Corne de l'Afrique (Djibouti, Somalie et Soudan) dans l'optique d'un élargissement des activités à d'autres pays de cet ensemble.

12. Le troisième noyau sera installé au bureau de l'ICARDA en Tunisie et sera formé d'un chargé de recherche appuyé par le scientifique régional de l'ICARDA en Tunisie, par l'épidémiologiste du programme et par des scientifiques de l'ILRI.

13. Les ateliers de formation et le soutien technique du personnel de l'ILRI et de consultants engagés pour une courte durée renforceront les moyens dans les domaines suivants: gestion de la base de données, SIG, épidémiologie, commercialisation, socioéconomie, diagnostic en laboratoire et politique d'élevage adaptée à la région.

14. L'ILRI réalisera le programme, en collaboration avec le NARS, les services vétérinaires nationaux et l'ICARDA. Un comité directeur représentant chacun des pays participants (ainsi que des organisations non gouvernementales dans le projet RADISCON le cas échéant), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), la FAO, l'ICARDA, le FIDA, l'ILRI et la Banque islamique de développement (BIsD) superviseront le programme sur les plans juridique, technique et administratif.

**VI. COÛTS INDICATIFS DU PROGRAMME ET FINANCEMENT**

15. Le coût total sera de 4,2 millions de USD étalés sur une période de cinq ans. Le FIDA apportera 1,1 million de USD. La BIsD s'est engagée à apporter 1,0 million de USD principalement pour financer les besoins en matériel et en formation. Le FADES a été invité à apporter 1,2 million de USD

ANNEXE II

pour financer les salaires, les dépenses de recherche, les déplacements, les ateliers et la coordination du programme. La FAO, l'ICARDA, l'ILRI et le NARS apporteront le solde de 900 000 USD.

**PLAN DE FINACEMENT DU PROGRAMME TRIENNAL**  
(milliers de USD)

Description des sources de financement	FIDA	BIsD	FADES	ILRI	ICARDA	FAO	NARS	Total
<b>Personnel</b>								
Personnel scientifique	240	-	240	216	72	72	200	1 040
Personnel de soutien	20	-	20	10	5	5	100	160
<b>Renforcement des capacités et formation</b>								
Consultants	65	200	95	-	-	-	-	360
Bourses de formation	120	120	120	-	-	-	-	360
Ateliers	90	-	90	-	-	-	-	180
<b>Déplacements</b>								
Déplacements du programme	60	-	60	-	-	-	-	120
Matériel et fournitures	150	530	170	-	-	-	200	1 050
<b>Dépenses de recherche sur le terrain</b>								
Dépenses sur le terrain	170	-	200	-	-	-	20	390
<b>Soutien administratif</b>								
Coordination ICARDA/FAO	25	-	25	-	-	-	-	50
Administration par l'ILRI	160	150	180	-	-	-	-	490
<b>Total</b>	<b>1 100</b>	<b>1 000</b>	<b>1 200</b>	<b>226</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>520</b>	<b>4 200</b>

